

Une nouvelle conception de la coopération multilatérale

Partage international n° [345](#) - Mai 2017

par Mary Robinson

Discours au Forum de partenariat du Conseil économique et social (Ecosoc) de l'Onu, New York, le 5 avril 2017

Nous ne pouvons pas continuer à faire comme si de rien n'était. Pour commencer, je veux faire une déclaration aussi sombre que personnelle [...] sur deux problèmes.

Aujourd'hui, *les Aînés (The Elders¹)*, dans une déclaration nette et sans ambiguïté, ont exprimé leur inquiétude et leur profonde indignation devant les famines qui menacent le Sud Soudan, le Nigeria, la Somalie et le Yémen [...]. Quand un pays est menacé par la famine au XXI^e siècle, ce sont tous les autres qui sont accusés. Nous devrions être morts de honte.

Le deuxième problème est la tragédie du peuple syrien, qui est une priorité *des Aînés* depuis le début de la guerre. Nous venons d'assister à un autre cas d'utilisation des armes chimiques, qui a tué des dizaines de personnes, dont des enfants. C'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité - un deuxième sujet de honte pour nous.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'une vision qui rassemble la communauté internationale face au plus grand défi collectif mondial - qui est de limiter le changement climatique, tout en assurant le développement durable pour tous. Nous réussirons si nous parvenons à préserver et à renforcer un processus multilatéral capable de stimuler des réponses globales inclusives qui fonctionnent. Mais nous vivons dans une époque troublée, où la confiance entre les nations s'émousse, ce qui sape notre capacité à réagir face à ces défis globaux interconnectés. L'Ecosoc, en tant que lieu d'approfondissement, de débat et de réflexion sur le développement durable aux Nations unies, a un rôle fondamental à jouer dans la mise au point d'une nouvelle conception du partenariat et de la coopération fondée sur une acceptation de l'interdépendance entre les nations.

En 2015, les leaders mondiaux ont démontré qu'ils avaient compris qu'aucun pays ne peut, à lui seul, protéger sa population contre les impacts du changement climatique. La transformation globale - telle qu'elle est envisagée par l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris sur le climat - exige de trouver un terrain d'entente fondé sur une compréhension partagée des menaces et des opportunités.

Mais un an après cet accord historique, l'esprit de collaboration dans lequel il a été signé et les Objectifs de développement durable (ODD) fixés semble soumis à la pression de puissantes vagues populistes et mis en cause par des décisions inconsidérées.

Pourtant, le développement traditionnel basé sur les énergies fossiles a amené la communauté mondiale au bord d'une crise climatique qui menace notre existence même, et dont l'impact se fait déjà sentir sur ceux qui ont le moins de responsabilité dans les émissions coupables. Telle est l'injustice du changement climatique, qui ne peut être corrigée que par une politique fondée sur la coopération, la confiance et une compréhension commune des dangers qui nous attendent.

La justice climatique

La nouvelle conception du partenariat mondial doit répondre aux défis combinés du progrès dans le développement durable et de la stabilisation du climat. La justice climatique peut constituer le fondement de cette approche, si elle reconnaît la nécessité d'une transition juste dans l'action pour le climat destinée à garantir un monde meilleur aux générations futures, et le maintien des droits des populations à partager les bienfaits du développement durable malgré l'élimination des émissions provenant d'énergies fossiles. [...]

Le défi est particulièrement important dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, où les priorités immédiates sont la pauvreté et la vulnérabilité. Ce sont néanmoins ces pays qui ont donné la priorité la plus ambitieuse à l'action pour le climat. En 2016, les quarante-huit pays du Forum des pays vulnérables se sont engagés à jouer leur rôle pour parvenir à l'objectif des 1,5° C,

plafonner les émissions mondiales en 2020 au plus tard, et atteindre la neutralité carbone avant 2050.

Il convient également de garantir le droit à la participation dans la prise de décision des populations qui se trouvent sur la ligne de front. Créer des espaces permettant aux dirigeants de communautés de se faire entendre au sein de l'Ecosoc, permettra à celle-ci de bénéficier de leur expérience.

La justice climatique est l'antithèse de l'« à-court-termisme » qui incite aujourd'hui les nations à préférer le protectionnisme à la coopération internationale. Nos sécurité et prospérité futures ne dépendent pas de l'imperméabilité de nos frontières et de la taille de nos armées, mais de [...] nos systèmes éducatifs et de l'accès de la population mondiale à l'eau, à la nourriture et à l'électricité.

Des alternatives renouvelables

La question est de savoir si les pays ont vraiment le choix entre le développement durable et le développement tel qu'il est aujourd'hui. Les décisions prises aujourd'hui par les États définissent les orientations du développement pour les quarante ou cinquante ans à venir. Ainsi, la décision d'investir dans une centrale à charbon rendra inévitable l'usage du charbon pendant des dizaines d'années. Dans les pays en développement, le soutien des pays industrialisés sera nécessaire pour que des alternatives renouvelables aient une chance de l'emporter face aux systèmes à énergies fossiles. [...]

N'oublions pas que toutes les actions bonnes pour la planète ne sont pas automatiquement bonnes pour les populations. Les droits humains doivent être pris en compte dans toutes les actions climatiques.

Des expériences récentes montrent aussi que la mise en œuvre de systèmes à énergies renouvelables peut conduire à des atteintes aux droits humains si les autorités locales ne sont pas consultées. [...] Les gouvernements ne pourront pas atteindre les ODD

sans l'engagement de leurs citoyens et le soutien de la société civile.

Dans les époques de transformation et d'angoisse comme celle que les peuples de la Terre connaissent aujourd'hui, le risque est que des populations et des États se retranchent et fassent cavalier seul. Or ce sont justement des époques où les pays et les communautés devraient s'unir et développer de nouvelles relations d'amitié. Les dirigeants mondiaux ont su s'élever au-dessus des dévastations de la Seconde Guerre mondiale et adopter la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Ils sont allés au-delà de ce qui était concevable à l'époque pour faire ce qui s'imposait. Le même esprit est nécessaire aujourd'hui. Aucun obstacle ne doit arrêter les progrès du développement durable.

Quand je pense à ces défis, je me rappelle la sagesse de mon amie et mentor Wangari Maathai qui a dit : *« Au cours de l'histoire, il arrive un moment où l'humanité est appelée à élever son niveau de conscience, à se hausser à des niveaux moraux supérieurs. »* C'est ce que nous devons faire aujourd'hui. C'est ce qu'Ecosoc doit faire. Nous devons être à la hauteur des défis de notre époque et trouver une voie commune fondée sur nos valeurs partagées.

1. *The Elders (les Aînés)* est une ONG regroupant des personnalités engagées pour la paix et les droits de l'homme, réunies par Nelson Mandela en 2007.

Auteur : Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande, et ancienne Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme. Elle fait partie de The Elders (Les Aînés) et est présidente de la Mary Robinson Foundation : climat et justice.

Sources : theelders.org

Thématiques :

Rubrique : [Divers](#) ()